

CHEVERNY



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**SERVICES REGULIERS PUBLICS CREES POUR ASSURER
A TITRE PRINCIPAL LE TRANSPORT DES ELEVES DE
CHEVERNY SCOLARISES AU SEIN DES ECOLES
PRIMAIRES - PUBLIQUE ET PRIVEE DE LA COMMUNE DE
COUR-CHEVERNY**

COMMUNE DE CHEVERNY

**Place de l'Eglise
41700 CHEVERNY**

**02.54.79.97.78
mairie@cheverny.fr**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Modifications en cours d'exécution du marché	3
1.4 - Réalisation de prestations similaires	3
1.5 - Développement durable	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Durée et délais d'exécution	4
3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	4
3.2 - Durée du contrat	4
3.3 - Reconduction	4
4 - Prix.....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
a) Termes fixes.....	5
b) Frais de roulage	5
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
a) Mois d'établissement des prix (mois zéro)	5
b) Index de référence.....	5
c) Modalités de révision des prix.....	5
4.2 - Rémunération des modifications apportées en cours de marché	6
a) Modifications du kilométrage journalier.....	6
b) Autres dispositions	6
4.3 - Rémunération en nombre de jours de transport supprimés ou supplémentaires.....	6
a) En cas d'intempéries	6
b) En cas de grève du personnel de l'entreprise.....	6
c) En cas de services non exécutés du fait de l'entreprise	6
5 - Garanties Financières	6
6 - Avance	6
7 - Modalités de règlement des comptes.....	7
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
7.2 - Présentation des demandes de paiement	7
7.3 - Délai global de paiement	7
7.4 - Paiement des cotraitants	7
7.5 - Paiement des sous-traitants	7
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
8.1 - Définition de l'équipe.....	8
8.2 - Communication des difficultés.....	8
8.3 - Formation des personnels	8
9 - Constatation de l'exécution des prestations	8
9.1 - Décision après vérification	Erreur ! Signet non défini.
10 - Garantie des prestations	9
11 - Pénalités.....	9
11.1 - Pénalités de retard	9
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé	9
11.3 - Autres pénalités spécifiques.....	9
12 - Assurances.....	9
13 - Résiliation du contrat	10
13.1 - Conditions de résiliation	10
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
14 - Règlement des litiges et langues	10
15 - Dérogations au CCAG - Fournitures Courantes et Services.....	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le service public de transport régulier des élèves chevernois scolarisés au sein des écoles primaires - privée et publique de la commune de Cour-Cheverny :

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en un seul lot

Lot(s)	Désignation
L1	transport des élèves de cheverny scolarisés au sein des écoles primaires - publique et privée de la commune de Cour-Cheverny

1.3 - Modifications en cours d'exécution du marché

En cours d'exécution, le marché public pourra être modifié dans les limites définies à l'article 140-I du décret "marchés publics" :

- pour la réalisation de prestations complémentaires non prévisibles à la date de passation du contrat et qui s'avèrent nécessaires pour la bonne exécution du marché public (article 139-2° du décret "marchés publics");
- parce que la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'acheteur diligent ne pouvait pas prévoir (article 139-3° du décret "marchés publics").

Pour toute autre modification n'entrant pas dans le champ des articles susmentionnés, et sous réserve que la modification en cours d'exécution du contrat ne soit pas substantielle, le marché pourra faire l'objet d'acte modificatif en cours d'exécution, dans les conditions définies au 5° et 6° de l'article 139 du décret "marchés publics".

En cas de modification du titulaire initial du marché public, tel que défini à l'article 139-4° du décret "marchés publics", le marché pourra faire l'objet d'une clause de réexamen, sous réserve d'un niveau de compétences et de capacités techniques et financières égales au titulaire initial.

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : la collectivité a identifié des enjeux et leviers « durables » à mettre en application :

- a- préserver la santé et l'environnement en utilisant des bus à faibles émissions polluantes, les bus étant responsables d'une proportion non négligeable des émissions de monoxyde de carbone (CO), d'oxyde d'azote (NOx) et de particules, ces émissions représentent un risque sanitaire et environnemental ; la

collectivité pointe de façon précise la vétusté des autocars, en exigeant que les autocars dédiés à la prestation possèdent des moteurs conformes à la norme EURO 3 minimum ;

- b- utiliser autant que faire se peut des huiles lubrifiantes pour moteur à faible viscosité ou des huiles lubrifiantes régénérées ;
- c- gérer au mieux les déchets polluants générés par l'entretien des véhicules en exigeant du titulaire de recourir à des filières de traitement et recyclage de ses déchets, de privilégier le lavage des autocars pendant la durée du marché dans des stations de lavage équipée au moins d'un séparateur d'huiles lubrifiantes et de boues ;
- d- limiter l'effet de serre en faisant évoluer les modes de conduite, en demandant que les conducteurs dédiés aux marchés soient régulièrement formés à la conduite écologique par un organisme reconnu.

L'énumération ci-dessus est non exhaustive et peut être complétée par les propositions du titulaire figurant dans son mémoire technique.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Devis quantitatif et estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- Annexe 1 : Règlement de sécurité et discipline dans le transport scolaire.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

Le CCAP et le CCTP dont les exemplaires sont conservés dans les archives de l'Administration, font seuls foi.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 1 an.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/09/2025.

3.2 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat

3.3 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4.

La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. La définition des prix comprend « le terme fixe » et les « frais de roulage ».

a) Termes fixes

Il comprend la mise en œuvre générale de la prestation. Il inclut notamment les moyens et frais fixes nécessaires suivants :

- amortissement des véhicules pour l'usage des prestations définies à ce seul marché
- frais afférents aux bâtiments, bureaux et garages
- frais d'assurances (hors véhicules)
- frais de personnel (salaires, charges patronales, primes, congés payés ...)
- frais généraux de gestion
- le haut-le-pied (aller et retour)
- marge et aléas.

b) Frais de roulage

Frais directement liés à la réalisation propre des services. Il comprend les frais de roulage et les coûts de maintenance (entretien des véhicules, de carburant, pneumatiques, lubrifiants, pièces détachées).

4.2 - Modalités de variation des prix

a) Mois d'établissement des prix (mois zéro)

Le mois zéro - M0 - est le mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

b) Index de référence

Pour la révision des prix du présent marché, l'indice Insee de référence est issu de la **Nomenclature Coicop : 07.3.2.1.1 - Transport routier interurbain de passagers**

En cas de changement d'index, l'index qui lui est substitué est automatiquement appliqué.

Dans le cas où aucun index n'est substitué, le choix d'un nouvel indice fera l'objet d'une clause de réexamen par le biais d'un acte modificatif au contrat.

c) Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de reconduction du marché, selon la formule suivante :

$$P_n = P_i * 0.125 + 0.875 [I(n) / I(o)]$$

Selon les dispositions suivantes :

- P_n est le prix révisé
- P_i est le prix initial
- I(n) est la valeur connue de l'indice « 07.3.2.1.1 » au dernier jour du mois de la date anniversaire de reconduction du marché
- I(o) est la valeur de l'indice « 07.3.2.1.1 » connue au dernier jour du mois zéro.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

4.2 - Rémunération des modifications apportées en cours de marché

a) Modifications du kilométrage journalier

Les modifications effectuées sur les circuits, peuvent entraîner un allongement ou une réduction des kilomètres réalisés (suppression ou ajout d'un ou plusieurs points d'arrêts par exemple).

Elles sont autorisées sous autorisations expresse de la commune de Cheverny.

La différence de kilométrage fera l'objet d'une rémunération ajustée, par application du prix unitaire au km appliqué au nombre de kilomètres réellement exécutés, soit en plus-value (en cas d'allongement du parcours) soit en moins-value (en cas de parcours diminué).

Ces dispositions ne s'appliquent pas dans les cas visés à l'article 4.3.

b) Autres dispositions

Tout changement de véhicules résultant de l'obligation de rajeunissement du parc ou de retrait de matériels obsolètes, refusés au contrôle des mines, détruit accidentellement... n'ouvrent droit à aucune modification de la rémunération.

4.3 - Rémunération en nombre de jours de transport supprimés ou supplémentaires.

a) En cas d'intempéries

En cas d'intempéries, si l'interruption totale des services résulte d'une décision du Maire, en sa qualité du pouvoir adjudicateur, l'entreprise percevra 30 % du Prix Moyen Journalier pour le nombre d'interruption totale de services.

Si les services sont assurés en partie, l'entreprise percevra 50 % du prix Moyen Journalier pour le nombre de jours de services assurés en partie.

b) En cas de crise sanitaire :

- En cas de crise sanitaire, si l'interruption totale des services résulte de mesures gouvernementales, de l'Etat, l'entreprise percevra 30 % du prix Moyen Journalier pour le nombre d'interruption totale de services.
- Si les services sont assurés en partie, l'entreprise percevra 50 % du prix Moyen Journalier pour le nombre de jours de services assurés en partie. De plus, s'il est exigé une distanciation sociale, un car d'une capacité de 50 personnes au lieu de 22 places sera à prévoir

c) En cas de grève du personnel de l'entreprise

Les services non exécutés pour cause de grève du personnel de l'entreprise ne sont pas rémunérés.

d) En cas de services non exécutés du fait de l'entreprise

Les services non exécutés du fait de l'entreprise ne seront pas rémunérés. La pénalité prévue à l'article 11.3 du CCAP sera appliquée.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement;

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21410050500012

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent dans les règles de l'art et de la profession. Elles devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution : sur le territoire de la commune de Cheverny

- Commune de Cheverny à l'école privée Saint-Louis de Cour-Cheverny
- Commune de Cheverny à l'école publique Paul RENOUARD de Cour-Cheverny

Coordination et exécution des prestations : Mairie de Cheverny

Personne à contacter en cas de difficulté : Madame GALLARD, maire - Téléphone 02.54.79.97.78

Courrier : mairie@cheverny.fr

8.1 - Définition de l'équipe

Dans sa proposition technique, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché.

Tout remplacement de conducteur d'autocar, pour pallier à l'absence du chauffeur titulaire, doit être signalé à la personne représentante de la collectivité, et ne peut se faire qu'à niveau égal de compétence et de formation, sans augmentation des prestations. Le non-respect de cette obligation entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 11.3.

8.2 - Communication des difficultés

Le prestataire doit signaler au représentant de la personne publique, dans les meilleurs délais, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant de la personne publique par courrier électronique ou par téléphone.

8.3 - Formation des personnels

Dans les conditions définies par le titulaire, dans son offre technique, le titulaire s'engage à mettre en application un service pour lequel tous ses chauffeurs d'autocar doivent suivre de manière régulière une formation à l'éco-conduite assurée par un organisme local agréé.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les conducteurs d'autocar doivent justifier, durant toute la durée du marché, qu'ils sont titulaires d'une attestation de Formation Initiale Minimale Obligatoire (FIMO ou équivalente) et d'une attestation de Formation Continue Obligatoire (FCO).

A la date de reconduction du marché, le titulaire a l'obligation de fournir la liste des conducteurs dédiés à l'exécution du marché, attestant qu'ils sont à jour de leurs obligations de formation.

Le non-respect de cette formalité est sanctionné par une pénalité de 50 € / Jour et par attestation non fournie.

A tout moment au cours de l'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de demander cette liste au titulaire.

9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Par dérogation au 14.1 du CCAG-FCS, il n'est pas fait application de pénalité de retard.

Le présent marché prévoit des pénalités d'infractions au contrat applicables sans mise en demeure (voir 11.3).

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Défaut d'autorisation conducteur	Forfaitaire	500.00 €	Remplacement de conducteur non autorisée
Véhicules et ses équipements	Forfaitaire	500,00 €	Utilisation d'un véhicule de remplacement non conforme au cahier des charges
Véhicules et équipements	Forfaitaire	500,00 €	Absence de ceinture de sécurité, absence d'éthylotest anti-démarrage
Ponctualité / régularité	Forfaitaire	500.00 €	Non-exécution du service, du fait du conducteur ou de l'entreprise
Ponctualité / régularité	Forfaitaire	100,00 €	Horaires non respectés : si retard dans la dépose des élèves (à partir de 10 minutes de retard), et par 10 minutes supplémentaires
Ponctualité / régularité	Forfaitaire	100,00 €	Modification de l'organisation des transports sans accord écrit du pouvoir adjudicateur
Non remise de document	Journalière	50,00 €	Non remise des autorisations de conduite des autocars à la date de reconduction du marché

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Orléans.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations au CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services